

INTERPELLATION URGENTE : MORATOIRES SUR LA LEX USA ET L'APPLICATION FATCA

Breaking News : Le Sénat US bloque l'application du DATCA (la version domestique du FATCA). La politique intérieure des USA nous donne l'opportunité d'éviter l'immédiateté des dégâts de crédibilité et de droit induits par les deux règlements d'application cités en titre, et ceci sans risque de rétorsions (pourtant indignes d'une démocratie)

- [http://agefi.com/nc/une/detail/archive/2014/march/artikel/-fatca-le-senateur-americain-estime-que-la-loi-sera-inefficace-contre-levasion-fiscale-car-elle-se-heurtera-aux-structures.html?cHash=22638b1205205c618e2db2831861298b&sword_list\[0\]=fatca](http://agefi.com/nc/une/detail/archive/2014/march/artikel/-fatca-le-senateur-americain-estime-que-la-loi-sera-inefficace-contre-levasion-fiscale-car-elle-se-heurtera-aux-structures.html?cHash=22638b1205205c618e2db2831861298b&sword_list[0]=fatca)
- <http://www.bilan.ch/argent-finances-les-plus-de-la-redaction/fatca-la-course-contre-la-montre>
- <http://agefi.com/une/detail/artikel/fatca-lun-des-avocats-les-plus-influents-aux-etats-unis-attaque-la-loi-sur-trois-violations-de-la-constitution.html>

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Considérant que :

1. le Conseil fédéral applique, unilatéralement et malgré le refus des Chambres fédérales, de façon irresponsable, une Lex USA dont il ignore encore les contours et dont il mésestime les conséquences,
2. Madame Widmer-Schlumpf, politiquement peu représentative de l'électorat suisse, s'obstine seule dans son démantèlement forcené de la place financière suisse, mettant sous pression ses acteurs qui n'ont plus la sérénité nécessaire à la gestion de leur activité,
3. les accords qu'elle a signés en vertu de la Lex USA comportent une clause totalement surréaliste de rétroactivité, dont l'application est absolument suicidaire dès lors qu'elle criminalise des individus ou des entreprises ayant pourtant agi à ce jour en parfaite conformité avec notre droit suisse (le seul que nous devrions reconnaître sur notre sol),
4. la Lex USA oblige les banques à la délation et contamine ainsi non seulement les clients des banques, mais aussi leurs employés, des gestionnaires de fortunes, des cabinets d'avocats, des fiduciaires, des assureurs, des courtiers en immobilier et toutes sortes d'intermédiaires financiers qui, à leur tour, vont dénoncer d'autres clients, d'autres banques, d'autres intermédiaires financiers,

5. la Lex USA et FATCA permettent aux Etats-Unis de constituer des "fiches" financières personnelles sur tous ses citoyens, souvent binationaux à l'étranger, impliquant ainsi un nombre considérable d'Etats pourtant souverains. Pour la Suisse, c'est une violation de notre Constitution sur la protection de la sphère privée des individus et une pratique malhonnête vis-à-vis de ceux qui ont fait confiance à ce pays pour y déposer leurs actifs,
6. DATCA, la version domestique de FATCA aux Etats-Unis, est toujours bloquée par le Sénat pour l'inconstitutionnalité d'une réciprocité "inacceptable" que les Américains ne se gênent pourtant pas d'imposer à leurs concurrents commerciaux du monde entier,
7. les Etats-Unis appliquent aujourd'hui une pratique d'extorsion de fonds planétaire visant à poursuivre, exponentiellement tant sa définition est élastique, tout "contribuable américain", ayant de près ou de loin un lien quelconque avec les Etats-Unis,
8. les services de Madame Widmer-Schlumpf persistent sur la mise en vigueur de FATCA au 1^{er} juillet 2014 malgré le fait que ce traité viole par 3 x la Constitution américaine : l'art. 2 tout d'abord, qui exige qu'un traité soit ratifié par le Sénat, le 4^e amendement ensuite sur la protection de la sphère privée et enfin le 8^e amendement sur la proportionnalité des peines.
9. aujourd'hui quasiment aucune banque accepte encore de maintenir un compte pour un citoyen suisse qui a un lien quelconque avec les Etats-Unis – bientôt on s'en prendra également à son conjoint, à sa famille et pourquoi pas finalement à tous les bénéficiaires d'un mouvement de fonds touchant leurs comptes. Cette gangrène contamine également les investissements US, dollars compris, de clients sans lien avec les Etats-Unis mais dont le gestionnaire ne se serait pas annoncé (ou dénoncé) à l'IRS (le fisc américain),

nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les parlementaires fédéraux à ouvrir les yeux sur ces pratiques peu honorables et à faire front commun pour défendre les intérêts des citoyens de ce pays. Nous vous prions de déposer **une interpellation urgente visant à**

- **bloquer avec effet immédiat une application prématurée de la Lex USA et de FATCA,**
- **instaurer un moratoire sur l'application de ces deux lois**

et ce, au moins **aussi longtemps que les Etats-Unis n'auront pas validé DATCA sur leur propre territoire et que nous n'aurons pas une idée claire de l'ampleur des dégâts sur notre économie et notre tissu social !**

Cela fait des années qu'UBS (et sa petite sœur dans l'ombre), Chevaux de Toie des Etats-Unis, vous font croire qu'elles représentent "les banques suisses". Cela fait des mois que le Conseil aux Etats est l'otage d'une puissance étrangère jugée trop forte pour s'y opposer. Les récents événements montrent les limites de ce marché de dupes. Depuis que Monsieur Merz a livré notre secret bancaire, est-ce que la situation pour la Suisse s'est améliorée, sommes-nous sortis du spectre de la liste noire ? Mesdames, Messieurs les Parlementaires, ne pas agir c'est devenir complice. Mettez un terme à ce massacre inutile qui va entraîner des employés, leur famille, des clients, tous les contribuables suisses et tout un pan de l'économie dans un gigantesque trou noir. Agissez, agissez vite, agissez bien !

Fait à Genève, le 19 juin 2014

Marc R. Studer
Le Lobby des Citoyens

Michel Fontana
Le Club des Gestionnaires



DRINGENDER AUFRUF : MORATORIA DER LEX USA UND DER ANWENDUNG FATCA

Breaking News: Der US-Senat hat die Umsetzung des DATCA (die interne Variante des FATCA) blockiert. Die US-Innenpolitik gibt uns die Gelegenheit, unmittelbare Schäden an unserer Glaubwürdigkeit und unserem Recht verursacht durch sofortige Anwendung der im Titel genannten Regeln zu vermeiden - und das ohne Gefahr der Vergeltung (obgleich einer Demokratie ohnehin unwürdig)

- [http://agefi.com/nc/une/detail/archive/2014/march/artikel/-fatca-le-senateur-americain-estime-que-la-loi-sera-inefficace-contre-levasion-fiscale-car-elle-se-heurtera-aux-structures.html?cHash=22638b1205205c618e2db2831861298b&sword_list\[0\]=fatca](http://agefi.com/nc/une/detail/archive/2014/march/artikel/-fatca-le-senateur-americain-estime-que-la-loi-sera-inefficace-contre-levasion-fiscale-car-elle-se-heurtera-aux-structures.html?cHash=22638b1205205c618e2db2831861298b&sword_list[0]=fatca)
- <http://www.bilan.ch/argent-finances-les-plus-de-la-reduction/fatca-la-course-contre-la-montre>
- <http://agefi.com/une/detail/artikel/fatca-lun-des-avocats-les-plus-influents-aux-etats-unis-attaque-la-loi-sur-trois-violations-de-la-constitution.html>

Sehr geehrte Damen und Herren Parlamentarier,

Unter Berücksichtigung, dass:

1. der Bundesrat unverantwortlich, einseitig und trotz der Ablehnung durch die Bundesversammlung, eine Lex USA anwendet, deren genaue Formen er noch nicht kennt und die Konsequenzen falsch einschätzt,
2. Frau Widmer-Schlumpf, die politisch wenig repräsentativ für die Schweizer Wähler ist, sich verrennt in die Entwurzelung des Schweizer Finanzplatzes, und die Teilnehmer derart unter Druck setzt, dass sich diese nicht mehr um ihre eigentliche Aufgabe kümmern können,
3. die Abkommen, die sie im Rahmen der Lex USA unterzeichnet hat, eine völlig surreale Retroaktivitätsklausel enthalten, und deren selbstmörderische Anwendung diejenigen Individuen oder Firmen trifft, die bis zum heutigen Tag in völliger Konformität mit Schweizer Recht gehandelt haben (dem einzigen Recht, das auf Schweizer Territorium Anwendung finden sollte),
4. die Lex USA die Banken zur Denunziation zwingt und damit nicht nur ihre Kunden kontaminiert, sondern auch ihre Mitarbeiter, Vermögensverwalter, Anwaltskanzleien, Treuhänder, Versicherer, Immobilienmakler und andere Finanzintermediäre, und die wiederum andere Kunden, andere Banken, andere Finanzintermediäre,

5. die Lex USA und FATCA den USA erlauben, persönliche finanzielle 'Fichen' ihrer im Ausland lebenden Bürger - die oftmals Doppelstaatsbürger sind - anzulegen, und damit auch eine grosse Zahl von souveränen Staaten mit betreffen. Für die Schweiz handelt es sich um eine Verletzung ihrer Verfassung, in Bezug auf den Schutz der Privatsphäre der Personen und eine unaufrichtige Praktik gegenüber denjenigen, die unserem Land und seinen Rechtsnormen vertraut haben und ihre Vermögen hier hinterlegt haben,
6. DATCA, die US-interne Version von FATCA, ist immernoch im US-Senat blockiert, wegen der Verfassungswidrigkeit einer 'nicht akzeptablen' Reziprozität - die die USA sich aber nicht genieren, ihren kommerziellen Konkurrenten in der Welt aufzubürden,
7. die USA heute eine Politik der weltweiten Geld-Extorsion praktizieren, um alle 'amerikanischen Steuerzahler' zu treffen, die auch nur im entferntesten mit den USA zu tun haben (mit einer sehr elastischen, breit gefassten Definition),
8. die Dienste von Frau Widmer-Schlumpf auf einer Inkraftsetzung von FATCA zum 1. Juli 2014 bestehen, obwohl das Abkommen selbst die US-Verfassung dreimal verletzt: Art 2, der die Ratifizierung des Abkommens durch den Senat vorschreibt, den 2. Zusatz über die Privatsphäre, und den 8. Zusatz über die Verhältnismässigkeit der Strafe,
9. heute fast keine Bank mehr bereit ist, ein Konto für einen Schweizer Bürger zu führen, der einen Bezug zu den USA hat - und bald auch Ehepartner, die Familie und möglicherweise ein weiterer Kreis von Begünstigten etwaiger Kontobewegungen der relevanten Konten betroffen sein könnten. Dieser Wundbrand kontaminiert auch US-Investitionen, den Dollar, und Kunden ohne jedwede US-Beziehung, deren Verwalter sich aber nicht korrekt beim US-Fiskus angemeldet (oder angezeigt) hat,

rufen wir Sie auf, geehrte Damen und Herren Bundesparlamentarier, die Augen für diese wenig ruhmreichen Praktiken zu öffnen und gemeinsam die Interessen der Bürger dieses Landes zu verteidigen. Wir bitten Sie, einen **Eilantrag zu stellen** mit dem Ziel,

- mit sofortiger Wirkung die übereilte Anwendung der Lex USA und FATCA zu stoppen,
- ein Moratorium für diese beiden Gesetze einzusetzen,

und das **wenigstens für so lange, bis die USA selbst nicht DATCA auf eigenem Territorium umsetzen**, und wir ein klareres Bild der Schäden für unsere Wirtschaft und unsere Bevölkerung haben !

Seit Jahren lässt uns die UBS (und ihre kleinere Schwester in ihrem Schatten) glauben, für 'die Schweizer Banken' zu sprechen. Seit Monaten ist der Ständerat Geisel einer ausländischen Macht, die als zu stark eingeschätzt wird, um sich ihr entgegenzustellen. Die jüngsten Ereignisse zeigen die Grenzen dieser Mogelpackung. Seit Herr Merz unser Bankgeheimnis ausgeliefert hat, hat sich die Situation der Schweiz verbessert? Haben wir uns des Gespenstes der schwarzen Listen entledigt? Sehr geehrte Damen und Herren Parlamentarier, nichts zu tun kommt der Komplizenschaft gleich. Setzen Sie diesem unnützen Massaker ein Ende, das unsere Mitarbeiter, unsere Familien, die Kunden, die Schweizer Steuerzahler, und einen ganzen Sektor der Wirtschaft in ein gigantisches schwarzes Loch zieht. Handeln Sie, handeln Sie schnell, handeln Sie richtig.

Genf, den 30. Juni 2014

Marc R. Studer
Le Lobby des Citoyens

Michel Fontana
Le Club des Gestionnaires